



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France**

**Direction départementale des territoires
de Seine-et-Marne**

**Direction de la coordination
des services de l'État**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'Honneur,**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020/15/DCSE/BPE/E du 1^{er} décembre 2020
portant autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement
et déclaration d'intérêt général pour la construction et l'exploitation d'un aménagement
hydraulique et la réalisation d'actions de restauration écologique,
dit « opération site pilote de la Bassée »
sur le territoire des communes de Balloy, Bazoches-lès-Bray, Châtenay-sur-Seine,
Egigny, Gravon, Mousseaux-lès-Bray, Montigny-Lencoup et La Tombe,
au bénéfice de l'établissement public territorial de bassin Seine Grands Lacs (EPTB SGL)
Dossier CASCADE n°77-2019-00083

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.211-7, L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, L.214-1 et suivants, R.214-1 et suivants, L.432-10, L.436-9, R.432-5 à R.432-11, L. 411-1 et L. 411-2, R.411-1 à R.411-14, L.414-4, L.512-7 et L.512-7-7, R.562-12 à R.562-20 ;

VU le code forestier, notamment les articles L.112-1, L.112-2, L.214-13, L.341-1 et suivants ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.151-36 à L.151-40, R.151-31 à R.151-37 ;

VU le code du patrimoine ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

VU le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

VU le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans la région et les départements d'Île-de-France ;

VU le décret du président de la République en date du 15 janvier 2020 portant nomination de Monsieur Thierry COUDERT, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégés sur l'ensemble du territoire national ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 relatif à la liste des insectes protégés en région Île-de-France complétant la liste nationale ;

VU l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département ;

VU l'arrêté du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 modifié fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements ou évolutions concernant un barrage ou une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages, en application de l'article R. 214-112 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

VU l'arrêté ministériel du 7 avril 2017 modifié précisant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en systèmes d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ;

VU les arrêtés ministériels des 2 février 1989 et 17 mars 1993 relatifs à l'utilisation des installations de pêche à l'électricité ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation, en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration, en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 13 février 2002 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration, en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 13 février 2002 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berge soumises à déclaration, en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 2014 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration, en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement », y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

VU l'arrêté du 20 novembre 2009 du préfet de région d'Île-de-France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures pour la période 2010-2015 ;

VU l'arrêté du 7 décembre 2015 du préfet de région d'Île-de-France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie, approuvant le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-196 du 14 mars 2019 portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive préalablement à la réalisation du projet « opération site pilote de la Bassée » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-221 du 2 juin 2020 modifié par arrêté préfectoral n°2020-252 du 8 juin 2020 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive préalablement à la réalisation du projet « opération site pilote de la Bassée » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020 DRIEE-IF/205 du 1er décembre 2020 portant protection du biotope du plan d'eau de la Bachère, sur la commune de Châtenay-sur-Seine, au lieu-dit « la Bachère » ;

VU le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 25 juillet 2019 et considéré complet et régulier le 18 mai 2020, au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement, présenté par l'établissement public territorial de bassin (EPTB) Seine Grands Lacs, enregistré sous le n°CASCADE 77-2019-00083 et portant l'intitulé « opération site pilote de la Bassée » ;

VU l'accusé de réception de la demande d'autorisation considérée comme complète le 1^{er} août 2019 ;

VU les avis rendus dans le cadre de la consultation des services et établissements publics pendant l'instruction de la demande ;

VU l'avis rendu par le conseil national de la protection de la nature le 31 janvier 2020 ;

VU l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France du 12 mars 2020, en sa qualité d'autorité environnementale ;

VU le mémoire de l'exploitant en date du 17 avril 2020, en réponse aux avis de la mission régionale d'autorité Environnementale d'Île-de-France et du conseil national de la protection de la nature ;

VU l'avis rendu par la Ministre de la transition écologique et solidaire le 27 mai 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020/01/DCSE/BPE/EPU du 18 mai 2020 portant ouverture d'une enquête publique environnementale unique du 10 juin au 10 juillet 2020 inclus, relative à :

- la demande d'autorisation environnementale susvisée,
- à la déclaration d'intérêt général pour la réalisation des travaux,
- à la déclaration d'utilité publique et au parcellaire correspondant,
- à l'instauration d'une servitude d'utilité publique et au parcellaire correspondant,
- à la déclaration de projet du programme global de l'aménagement hydraulique de la Bassée,
- à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Gravelle et de Balloy,
- à la modification de l'arrêté préfectoral de protection de biotope du site au lieu-dit « la Bachère ».

VU le rapport, l'avis et les conclusions du rapport de la commission d'enquête du 14 août 2020 ;

VU la consultation pour avis des conseils municipaux concernés et des collectivités et regroupements de communes intéressés par le projet ;

VU les avis rendus à l'issue de l'enquête publique par les conseils municipaux des communes de Balloy, Châtenay-sur-Seine, Egligny, Gravon, Marolles-sur-Seine, Saint-Sauveur-les-Bray et Vimpelles ;

VU les avis rendus par les collectivités et regroupements de communes intéressés, du syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne, du syndicat mixte d'aménagement des bassins versants de Bassée Voulzie Auxence et du syndicat de l'eau de l'est Seine-et-Marnais ;

VU la délibération du 22 septembre 2020 du comité syndical de l'établissement public territorial de bassin Seine Grands Lacs approuvant la convention de délégation partielle de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des inondations (GEMAPI) pour la réalisation du casier pilote de la Bassée ;

VU la délibération du 12 novembre 2020 du comité syndical de l'établissement public territorial de bassin Seine Grands Lacs approuvant l'adhésion de la Métropole du Grand Paris, de la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux et de la Région Grand Est, et adoptant la révision statutaire en vue de cette adhésion ;

VU les délibérations du 1er décembre 2020 de la Métropole du Grand Paris approuvant la convention de délégation partielle de la compétence GEMAPI à l'EPTB Seine Grand Lacs pour la réalisation du casier pilote de la Bassée, et approuvant les statuts de l'EPTB Seine Grands Lacs ;

VU le rapport de présentation du projet devant le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) de Seine-et-Marne établi le 30 septembre 2020 par la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE IdF), service instructeur ;

VU l'avis favorable rendu le 15 octobre 2020 par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) de Seine-et-Marne sur le projet de décision ;

VU l'absence d'observation du pétitionnaire, l'EPTG SGL, par courriel du 10 novembre 2020 à l'égard du projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis par courrier du 27 octobre 2020 ;

CONSIDÉRANT le dossier de la demande ;

CONSIDÉRANT l'implantation des installations et ouvrages dans le lit majeur de la rivière Seine, qui ne fait pas l'objet d'une définition par un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation prescrit sur le territoire concerné par la demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que l'installation relève du régime de l'enregistrement, au titre des rubriques n°2515 « Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2 » et n° 2517 « Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande respecte les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement susvisées ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des captures de poissons aux fins de sauvegarde dans les eaux libres, dans le cadre de la réalisation du projet de l'opération site pilote ;

CONSIDÉRANT que la protection de l'environnement, notamment la protection des espaces naturels et la préservation des espèces protégées, sont d'intérêt général ;

CONSIDÉRANT que la réalisation du projet de site pilote implique la destruction d'aires de repos ou de reproduction, et la destruction ou la perturbation de spécimens de 73 espèces protégées ;

CONSIDÉRANT que le projet de site pilote relève de raisons impératives d'intérêt public majeur, puisque l'objectif du projet global, auquel contribue le site pilote, est de diminuer le risque d'inondation du bassin de la Seine en Île-de-France, à l'aval du site, assurant ainsi des missions de protection des populations et des lieux habités, et de protection et de maintien des activités économiques, des réseaux et des transports terrestres, dans une région stratégique au plan national et européen ;

CONSIDÉRANT l'absence d'autre solution satisfaisante d'aménagement à l'échelle du projet global, puisque les alternatives étudiées soit, ne permettent pas d'atteindre l'efficacité attendue, notamment en cas de concomitance des pics de crue de la Seine et de l'Yonne, soit présentent plus d'impact sur l'environnement, et l'absence d'autre solution satisfaisante à l'échelle du site pilote, puisque le site choisi présente moins d'intérêt écologique que les autres scénarios étudiés et que le tracé des digues a fait l'objet d'un ajustement en fonction des enjeux écologiques ;

CONSIDÉRANT que la réalisation du projet de site pilote ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle, compte-tenu des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur les espèces protégées prévues par le maître d'ouvrage et prescrites par le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que le Conseil National de la Protection de la Nature a rendu un avis défavorable et que, sur la base des compléments d'explication apportés, la Ministre de la transition écologique a rendu un avis favorable sous conditions, reprises par le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que la réalisation du projet de site pilote et le fonctionnement de l'aménagement hydraulique ne sont pas de nature à engendrer d'incidences temporaires ou permanentes significatives sur la cohérence du réseau Natura 2000 et sur l'état de conservation des populations d'espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation le site ZPS « Bassée et plaines adjacentes » et le site ZSC « Bassée » ;

CONSIDÉRANT que les travaux de restauration écologique n'entraînent aucune expropriation des terrains et qu'il n'est pas demandé de participation financière aux propriétaires et personnes qui y trouvent un intérêt ;

CONSIDÉRANT l'intérêt général des travaux de restauration écologique projetés ;

CONSIDÉRANT la modification concomitante de l'arrêté préfectoral de protection de biotope du 25 septembre 1989 portant protection d'un site biologique sur le territoire de la commune de Châtenay-sur-Seine, au lieu-dit "La Bachère", et les mesures de restauration écologiques présentées par l'EPTB Seine Grand Lacs dans son dossier de février 2020 (modification du périmètre de l'APPB du plan d'eau de la Bachère : évaluation des enjeux et proposition de restauration écologique) ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation environnementale est rendue nécessaire pour réaliser les opérations de fouilles archéologiques prescrites ;

CONSIDÉRANT la nécessité de fixer les prescriptions pour la réalisation des travaux et celles liées à l'exploitation des installations et de gestion de l'ouvrage d'aménagement ;

CONSIDÉRANT que la réalisation des installations, ouvrages et travaux et l'exercice des activités déclarés sont compatibles avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie et le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Seine-Normandie ;

CONSIDÉRANT que les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement sont garantis par les prescriptions imposées ci-après ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article 1er

L'établissement public territorial de bassin (EPTB) Seine Grands Lacs, représenté par son président et dont le siège est situé 12, rue Villiot – 75 012 PARIS, ci-après dénommé « le bénéficiaire de l'autorisation », est autorisé à réaliser et exploiter un aménagement hydraulique et à réaliser des actions de restauration écologiques, dit « opération site pilote de la Bassée », selon les termes et prescriptions mentionnés dans l'annexe jointe.

Conformément à l'article R.562-12 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation agit en qualité de maître d'ouvrage pour la réalisation, l'exploitation et la gestion de l'aménagement hydraulique, à la suite de la délégation de compétence (du fait de la convention), puis de transfert de cette compétence (du fait de l'adhésion) qui lui est donnée par la Métropole du Grand Paris par délibération en date du 1^{er} décembre 2020.

Article 2

Les travaux et actions de restauration écologique compris dans l'opération site pilote de la Bassée sont déclarés d'intérêt général suivant les termes et prescriptions mentionnés dans l'annexe jointe.

Article 3

Le bénéficiaire de l'autorisation est autorisé à capturer et transporter toute espèce de poissons aux fins de sauvegarde, dans les conditions et sous les réserves précisées et les prescriptions mentionnées dans l'annexe jointe.

Article 4

Le bénéficiaire met en œuvre toutes les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prévues dans sa demande d'autorisation environnementale.

Article 5

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de Balloy, Bazoches-lès-Bray, Châtenay-sur-Seine, Egligny, Gravon, Mousseaux-lès-Bray, Montigny-Lencoup et La Tombe, concernées par le projet, où il peut y être consulté ;

2° un extrait du présent arrêté est affiché dans les mairies des communes de Balloy, Bazoches-lès-Bray, Châtenay-sur-Seine, Egligny, Gravon, Mousseaux-lès-Bray, Montigny-Lencoup et La Tombe, pendant une durée minimale d'un (1) mois. Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les maires au préfet de Seine-et-Marne.

3° Une copie du présent arrêté est adressée à chaque conseil municipal et aux collectivités territoriales et regroupements de communes intéressés, consultés en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement.

4° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne pendant une durée minimale de quatre (4) mois à l'adresse suivante : www.seine-et-marne.gouv.fr (rubrique Politiques publiques – Environnement et cadre de vie – Eau – Décisions).

Le présent arrêté est notifié au bénéficiaire de l'autorisation, sous pli recommandé avec avis de réception.

Article 6

Le Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, les Maires des communes de Balloy, Bazoches-lès-Bray, Châtenay-sur-Seine, Egligny, Gravon, Montigny-Lencoup, Mousseaux-lès-Bray, La Tombe, la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France par intérim et le Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à :

- Madame la Sous-Préfète de Provins,
- Madame la Cheffe de service départemental de Seine-et-Marne de l'Office français pour la biodiversité,
- Madame la Déléguée départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France,
- Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles d'Île-de-France - Service régional d'archéologie préventive,
- Monsieur le Directeur territorial du bassin de la Seine de Voies Navigable de France,
- Monsieur le Président de la fédération de Seine-et-Marne des associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques,
- Monsieur le Président de l'association agréée pour la pêche et la protection des milieux aquatiques « Le Barbillon de Balloy-Gravon »,
- Monsieur le Président de la communauté de communes de Bassée-Montois,
- Monsieur le Président de la communauté de communes du Pays de Montereau,
- Madame la Présidente du syndicat de l'eau de l'est seine-et-marnais,
- Monsieur le Président du syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne,
- Monsieur le Président du syndicat mixte d'aménagement des bassins versants Bassée Voulzie Auxence,
- Messieurs et Mesdames les Maires de Courcelles-en-Bassée, Marolles-sur-Seine, Les Ormes-sur-Voulzie, Saint-Sauveur-lès-Bray, Vimpelles.



Thierry COUDERT

Pièces jointes :

1 Annexe et ses pièces jointes

Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative en saisissant par courrier le Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 – MELUN ou au moyen de l'application télerecours citoyen : <https://www.telerecours.fr> :

- 1° par le bénéficiaire de la décision, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux (2) mois :

- d'un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : le Préfet de Seine-et-Marne – 12 rue des Saints Pères – 77000 MELUN CEDEX
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire 92055 LA DEFENSE.

Ce recours administratif prolonge de deux (2) mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.